

Extrait du El Correo

<http://elcorreo.eu.org/Uruguay-Donde-estan-Lettre-de-Louis-JOINET-au-President-Francois-Hollande>

Uruguay - Dónde están ? Lettre de Louis JOINET au Président François Hollande

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Uruguay -

Date de mise en ligne : mercredi 24 février 2016

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Louis JOINET Magistrate Avocat général (H) à la Cour de cassation

Monsieur le Président de la République

Palais de l'Elysée

Paris, le 23 février 2016

Monsieur le Président de la République,

A la veille de votre voyage en Uruguay je me permets, en ma qualité de Représentant de l'Association ¿Dónde Están ? - Où sont-ils ?, d'attirer votre attention sur la longue attente des familles de disparus uruguayens pendant la dictature. Nombre d'entre elles, qui sont toujours à la recherche de la vérité sur le sort de leurs proches, n'ont jamais renoncé à retrouver leurs corps.

Je souhaiterais souligner que plus de trente ans après le retour du pays à la démocratie, les victimes de la dictature attendent toujours que nombre des responsables militaires et civils de ces crimes contre l'humanité soient jugés et punis. Malgré la volonté et le courage de certains juges, des dysfonctionnements institutionnels perpétuent une impunité qui est contraire aux engagements internationaux de l'Uruguay.

La France a joué un rôle essentiel dans la rédaction et la ratification de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU en 2006. C'est la raison pour laquelle nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir rappeler aux autorités uruguayennes l'importance, tant humanitaire que politique, d'une réponse à la quête de vérité et de justice exprimée par les familles des disparus et des victimes de la dictature. Nous vous serions infiniment reconnaissants d'intervenir en ce sens auprès du Président Tabaré VASQUEZ.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de mon profond respect

Entre le 27 juin 1973 et le 1er mars 1985, l'Uruguay a vécu sous le joug d'une dictature qui a violé de façon systématique les droits de l'homme. Les gouvernements successifs et les militaires se sont rendus coupables d'assassinats, de disparitions forcées, de vols d'enfants, de tortures et de viols des prisonnières politiques, à l'intérieur de nos frontières et en dehors du pays, dans le cadre du sinistre Plan Condor. A ce jour, plus de 200 personnes restent disparues, sans qu'on sache quel a été leur sort, et l'immense majorité des responsables de ces crimes contre l'humanité restent impunis.